

FORUM

3^e FORUM
EN NOUVELLE-AQUITAINE

ENTREPRENDRE DANS LA CULTURE



12 > 13 NOVEMBRE 2020 / 100% DIGITAL

SYNTHÈSE

Table ronde

Pourquoi et comment mesurer
l'impact de la crise sur les secteurs culturels ?
Que sait-on aujourd'hui ?



AGENCE
CULTURELLE
NOUVELLE-
AQUITAINE

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



afDas
DEMAIN BÉHA FORMATION



POURQUOI ET COMMENT MESURER L'IMPACT DE LA CRISE ? QUE SAIT-ON AUJOURD'HUI ?

Table ronde – 12 novembre 2020 – [Forum Entreprendre dans la Culture en Nouvelle-Aquitaine](#)

> Replay de la table ronde : <https://youtu.be/f1Iy6XiTHyw>

INTERVENANT·E·S :

- Yann Nicolas et Ludovic Bourles, chargés d'études, Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS), ministère de la Culture
- Grégoire Pateau, chargé d'études à l'UFISC (Union fédérale d'intervention des structures culturelles)
- Laetitia Devel, ingénieure de recherche, coordinatrice d'UBIC - Université Bordeaux Inter-Culture
- Cyril Delfosse, chef du service Culture et Sport, Département des Deux-Sèvres
- Lilian Saly, directeur adjoint à la Direction des affaires culturelles de la Ville de Bordeaux, également vice-président de l'association de DAC "Adac'Na"

ANIMATEUR : Thomas Vriet, responsable du Pôle Observation-ressources à L'A.

TEMPS DE L'OBSERVATION ET CONTEXTE D'URGENCE : LES ENJEUX DE L'OBSERVATION AUJOURD'HUI

Plusieurs questions traversent cette table ronde. Tout d'abord, pourquoi a-t-on besoin d'étudier, de connaître ce qu'il se passe ? Qui va se servir de ces informations, de ces observations ? Ensuite, comment appréhender et étudier l'impact de la crise sanitaire actuelle sur les professionnels de la culture, dans un contexte où celle-ci évolue constamment ? Quels sont les angles d'observation à adopter : économique, socio-économique, psycho-socio-économique, philosophique... ?

L'urgence a tendance à écarter le besoin de prise de hauteur sur la situation. Les enjeux sont aujourd'hui de concilier d'une part un besoin de disposer rapidement de données et d'autre part le temps long de l'observation nécessaire à l'obtention et la stabilisation des données et des informations.

UN CHANTIER D'OBSERVATION PARTICIPATIVE ET PARTAGÉE EN NOUVELLE-AQUITAINE

La mission d'observation à l'**Agence culturelle Nouvelle-Aquitaine** consiste à travailler à la publication de données régionales de référence, plutôt d'ordre socio-économique, sur les secteurs culturels : l'emploi, le financement public, l'inventaire des structures professionnelles... Par ailleurs, L'A. réalise des travaux répondant à un besoin partagé en région, sur une thématique, une dimension, l'approfondissement d'un sujet, etc. L'A. a par exemple récemment publié [Les festivals de spectacle vivant en Nouvelle-Aquitaine : Inventaire 2020 et impact COVID-19](#).

À la sortie du premier confinement, L'A. a décidé d'initier une **approche collective en région de l'observation de l'impact de la crise sur les secteurs culturels**, avec les institutions régionales, fédérations et réseaux. Cette table ronde aujourd'hui fait partie de ce processus démarré en juillet, dont le travail se découpe en **4 axes de travail** inscrits sur un temps long : 1/ L'état des lieux d'avant-crise, nécessaire pour mesurer l'évolution actuelle et les tendances qui étaient déjà en place ; 2/ Un tableau de bord de mesure de l'impact de la crise, à partir d'indicateurs récents disponibles ; 3/ Une enquête qualitative dont le périmètre est à

définir ; 4/ Des bonnes pratiques, parce qu'il est utile de repérer les signaux faibles positifs, qui aideront à se remettre debout.

Pour aller plus loin : Veille menée conjointement avec l'UFISC sur [les études et enquêtes nationales et régionales de l'impact de la crise sur les secteurs culturels](#)

MESURER AU NIVEAU NATIONAL L'IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LES SECTEURS CULTURELS

Le **Département des études, de la prospective et des statistiques (DEPS) du ministère de la Culture** a conduit au niveau national une étude de l'impact économique de la crise sanitaire sur les secteurs culturels.

Les **11 secteurs** (architecture, arts visuels, cinéma/audiovisuel, enseignement culturel, livre, musique, patrimoine, presse, publicité, spectacle vivant, jeu vidéo), selon la définition utilisée dans les études statistiques, ont été affinés en 36 segments pour se rapprocher des domaines d'intervention du ministère.

Les **données** Insee de comptabilité nationale ont été utilisées, principalement des chiffres d'affaires, plus rapidement disponibles. Des données de valeur ajoutée ainsi que d'emploi culturel ont également été analysées.

L'étude a pour objectif de **comparer 2019 à 2020 en contrefactuelle** (c'est-à-dire si la crise sanitaire n'avait pas eu lieu) **et à 2020 prévue** avec la situation de crise sanitaire. Le prévisionnel 2020 s'appuie sur des hypothèses d'évolution (pas d'autre reconfinement, mesures sanitaires maintenues jusqu'à la fin de l'été, capacité des lieux d'accueillir du public en fonction d'une limite de jauge), étudiées à partir d'entretiens avec des réseaux, organisations professionnelles, directions du ministère ainsi que d'une enquête auprès de 8 000 acteurs professionnels. Cela a conduit à **4 cas de figure** : 1/ impact faible ou positif de la crise du COVID-19 en termes d'activité ; 2/ impact significatif avec retour proche de la normale attendu d'ici fin 2020 ; 3/ impact en décalage par rapport au début de la période de confinement et dont les effets sont attendus sur la durée ; 4/ impact significatif sans retour à la normale en 2020.

Concernant les **résultats** : la comparaison entre 2019 et « 2020 sans Covid » montrerait une augmentation du chiffre d'affaires de 2,5% tous secteurs confondus. En mai 2020, l'estimation d'impact de la crise sur l'année 2020 est une chute de 25% du chiffre d'affaires pour l'ensemble des secteurs, le spectacle vivant étant estimé le plus impacté (-72%). Une ventilation par mois a également été réalisée.

Depuis cette étude, le constat est que la crise économique n'a pas été aussi forte que prévue. Le DEPS est en voie d'actualiser les données de chiffres d'affaires, en notant cependant que 17% du secteur culturel sont non marchands et que par ailleurs ces chiffres d'affaires ne représentent actuellement qu'une partie de l'année et peuvent avoir des décalages comptables dans le temps (par exemple : report de billetterie, etc.). **Ces chiffres sont nationaux, non régionalisables, et permettent de donner une perspective nationale** même s'ils ne donnent pas d'estimation de valeur ajoutée ou d'emploi à ce stade. Par ailleurs, le second confinement entraîne la nécessité d'actualiser les données.

Pour aller plus loin : [L'impact de la crise du Covid-19 sur les secteurs culturels](#), ministère de la Culture, juin 2020

Dans une démarche d'**observation participative et partagée** (OPP), **l'UFISC** et la mobilisation et coopération Arts et Culture (MCAC) ont réalisé une enquête.

L'OPP est une méthode proposée par La Fédurok en 1999 (aujourd'hui FEDELIMA) pour la mise en place d'un dispositif pérenne d'observation, de veille et d'aide à la décision pour les acteurs, les organisations et leurs

partenaires. Par **observation**, il faut entendre le recueil d'informations pour produire des données, des analyses, aider à la décision. Cette observation est participative, elle implique directement les contributeurs et leur apporte un accompagnement dans leurs travaux d'observation. Elle est **partagée** entre les organisations qui la mettent en place et leurs membres ainsi que les organisations professionnelles concernées. Enfin, elle est si possible **pérenne** avec des indicateurs fixes régulièrement mis à jour pour permettre des comparaisons. L'OPP rééquilibre les rapports et intérêts respectifs des acteurs (horizontalité vs logique descendante, en rupture avec ce qu'il se faisait avant). Les contributeurs sont impliqués, propriétaires de leurs données et autonomes dans leur utilisation. L'OPP favorise les principes d'interconnaissance, de concertation et coopération, s'appuyant sur un outil de la FEDELIMA : le [GIMIC](#). En 2020, 28 groupements/organisations représentant 2 400 structures en France et 1 300 salles de concert en Europe, utilisent cet outil.

La mobilisation collective nationale **Mobilisation et coopération Arts et Culture contre le Covid-19 (MCAC)** s'appuie sur ces principes d'OPP. Plusieurs fédérations et réseaux se sont concertés autour de l'UFISC pour mener un travail en 3 temps : 1/ porter un discours et faire remonter des enjeux de terrain auprès des pouvoirs publics ; 2/ faire de l'observation (enquête nationale) ; 3/ mettre en place un accompagnement pour les acteurs.

L'UFISC représente des acteurs de l'économie sociale et solidaire, pas forcément labellisés ou impliqués dans la culture marchande et dont l'économie est hybride. Une **enquête nationale** a été menée du 17 avril au 6 mai 2020, selon les principes de l'OPP, auprès de 1 115 structures répondantes, en grande majorité associatives et travaillant dans le champ du spectacle vivant. De ce fait, des projections nationales ont pu être réalisées grâce à [l'enquête d'Opale sur les associations culturelles employeuses](#). Cette enquête a donné une place à l'expression des acteurs, avec des données qualitatives, pour réaliser des préconisations au plus proche des problématiques de terrain. Un [Centre d'assistance mutualisé Arts et Culture](#) a été mis en place pour apporter des réponses.

L'enquête fait ressortir que 71% des structures sont inquiètes pour leur avenir, dont la moitié considère leur pérennité en danger, 60% pouvant se retrouver sans trésorerie dès septembre 2020. Ces résultats ont permis d'élaborer des **projections** : 27 400 associations sont en situation de risque, 98 300 emplois permanents en fragilité, près de 700 000 contrats ont été annulés. Les structures les moins subventionnées sont les plus en danger. Au moment de l'enquête, 70% des structures attendaient le versement de subventions. Concernant les remontées qualitatives, les répondants ont exprimé le besoin de clarifier les mesures de soutien, la lecture des textes en vigueur ainsi que les mesures de reprise avec un calendrier clair. D'autres attentes portaient sur une solidarité entre les acteurs artistiques et culturels et les partenaires publics dans la gestion de la crise et des projets, pour mieux penser l'après.

Les travaux de réflexion ont abouti à un [plan de revitalisation culturelle](#) en 4 propositions pour une co-construction des politiques publiques : 1/ un fonds de revitalisation pour les initiatives artistiques et culturelles citoyennes ; 2/ un pacte pour l'emploi artistique et culturel tenant compte des conditions spécifiques du secteur et garantissant les droits sociaux ; 3/ un programme d'avenir et d'appui aux démarches et expérimentations coopératives pour une transition solidaire et écologique ; 4/ le développement de maisons communes Arts et Culture rassemblant dans les régions l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème culturel et citoyen.

Pour aller plus loin : [Les enquêtes et actualités de la "mobilisation et coopération Arts et Culture contre le Covid-19"](#) ; [Centre d'assistance mutualisé Arts et Culture](#)

UN PROJET DE RECHERCHE EN NOUVELLE-AQUITAINE POUR UNE OBSERVATION QUALITATIVE DES PRATIQUES, PRODUCTIONS ET INTERACTIONS

UBIC - Université Bordeaux Inter-Culture est une plateforme au sein de l'Université Bordeaux Montaigne qui a pour vocation de développer la coopération entre le monde universitaire et le monde socio-économique. C'est un point de rencontre pour faciliter les échanges et profiter de l'expertise de chacun pour mieux avancer et mieux répondre surtout au contexte de crise.

Encore en phase de lancement, le **projet de recherche** porté par UBIc vise à **observer les pratiques, productions et interactions avec une approche pluridisciplinaire** (sociologie, géographie, littérature, sciences de l'information et de la communication) et ne vise donc pas une approche économique. Ce projet à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine associe plusieurs partenaires, structures institutionnelles, collectifs d'artistes et usagers.

Le déclencheur de cette recherche a lieu pendant le premier confinement où a été observée une **forte activité culturelle et artistique dans l'espace numérique**. Plusieurs axes complémentaires sont visés : les **pratiques professionnelles** (Quels déplacements les professionnels ont-ils dû opérer ? Quelles organisations ? Quelle médiation culturelle ?), les **pratiques amateurs** (Quelles sont les effets de la crise sur ces pratiques ? Comment sont-elles re-questionnées par le prisme des droits culturels ?), les **pratiques de création des artistes** (Comment la crise les a-t-elle impactées et comment a-t-elle peut-être induit des formes de création spécifiques ?).

Le **numérique** est un axe transversal très important. Cette nouvelle appropriation collective des outils numériques pose question : Quelles en sont les potentielles appropriations et limites ? Quelles imbrications entre le présentiel et le distanciel ? En quoi ces moments que nous traversons peuvent-ils créer des innovations ? Quel sera l'impact à long terme ?

TÉMOIGNAGES DE COLLECTIVITÉS : GÉRER L'URGENCE, DÉVELOPPER SES OUTILS POUR OBSERVER LE LOCAL

Cyril Delfosse est responsable du Service sport & culture au **Département des Deux-Sèvres**, deux domaines très impactés par la crise. Ce service accompagne les acteurs, principalement dans le spectacle vivant. La question qui se pose dans ce contexte est : comment soutenir les acteurs dont les événements ne pourront avoir lieu ? En 4 mois (mars-juin 2020), trois temps d'engagements financiers et de questionnements sur la politique publique à mener ont eu lieu : 1/ le vote du maintien des subventions au secteur associatif ; 2/ le vote d'un plan d'urgence avec de nouveaux crédits ; 3/ la préparation du budget 2021.

Dans ce contexte, **l'enjeu d'observation** est d'abord d'avoir des données spécifiques sur le territoire, dans un délai court, sur une pluralité d'acteurs : des amateurs aux professionnels. Cette observation est réalisée avec des acteurs dont l'observation n'est pas le métier. **En effet, il n'est pas possible pour la collectivité de s'appuyer sur ses outils d'observation habituels** qui utilisent des données sur le long ou le moyen terme (données collectées annuellement dans le cadre des demandes de subvention et lors de rencontres formelles et informelles avec les opérateurs, annulées à cause de la crise sanitaire). Ces outils ne sont pas adaptés pour observer des changements produits sur quelques mois.

Les premières données que le Département a récoltées proviennent du mouvement associatif, du RIM, de l'étude du DEPS. Elles sont importantes et précieuses car elles permettent d'alimenter la discussion avec les élus. Il existe néanmoins **une demande de données à l'échelle locale et la volonté d'aller plus loin** : les chiffres nationaux se vérifient-ils sur le territoire départemental ? Y a-t-il des spécificités propres au territoire ?

Plutôt que de mettre en place une enquête, le Département a fait le choix de **recueillir des informations à partir d'une typologie d'acteurs** et de voir quelles problématiques communes pouvaient être approfondies. Les échanges ont porté sur les données économiques et d'activité. Plusieurs points ont été observés à l'occasion de rencontres régulières avec les acteurs : l'annulation et son impact sur les diffuseurs et les compagnies, les pratiques amateurs (reprises en septembre 2020), l'enseignement artistique, le retour des publics (difficile à évaluer à ce jour), les aides sollicitées, le soutien financier de partenaires publics et privés.

Concernant la **temporalité**, dans un contexte d'urgence il est nécessaire de prendre du recul afin de disposer de données fiables qui ne sont accessibles que maintenant. Dans le département, 80% des festivals ont été ou seront annulés. La reprise d'activité des pratiques amateurs est moins difficile qu'anticipée (baisse de 10 à 15% des inscriptions à la rentrée de septembre). Les financements privés semblent se maintenir. Par ailleurs, la collectivité commence à constater l'effet des dispositifs de soutien. Il aura fallu ces 6 mois pour commencer à stabiliser une observation.

Concernant **l'usage de ces données**, il existe un besoin de les partager collectivement avec les réseaux, syndicats, collectifs d'artistes. Il serait intéressant d'échanger sur l'analyse et de qualifier davantage ces données.

Lilian Saly est directeur adjoint à la Direction des affaires culturelles de la **Ville de Bordeaux** et également vice-président de l'association de directeur·trice·s des affaires culturelles (DAC) en Nouvelle-Aquitaine Adac'Na. Le territoire de la Ville ou de la Métropole permet de bien connaître les acteurs. Le contexte pour la collectivité était d'autant plus particulier que le premier confinement a eu lieu entre les deux tours des élections municipales.

Au début de la crise, le besoin identifié n'était pas de disposer de chiffres mais d'**agir** et d'**être en contact avec les différents acteurs**. Un travail empirique très important a été réalisé par les services via des entretiens avec les acteurs. Grâce à ces informations collectées dès le début, la collectivité a pu **rapidement connaître finement les situations** difficiles et celles plus stabilisées. Les enjeux portaient sur la trésorerie et la poursuite de l'activité conduisant à la mise en place d'un fonds d'urgence. Un fil WhatsApp a été mis en place avec l'ensemble des acteurs du territoire et est encore actif aujourd'hui. **Grâce au numérique**, un échange presque quotidien d'informations a pu s'installer. Des rencontres ouvertes aux acteurs culturels par visioconférence ont été organisées pour connaître leur situation face à la crise.

Les enquêtes nationales ne sont pas toujours directement utiles à l'échelle locale. Elles auront un impact a posteriori ou à moyen terme. Pour l'urgence et le court terme, la mairie a dû développer ses propres outils, de façon empirique. Des réponses pendant le confinement et l'été ont été proposées aux acteurs culturels. Les chiffres étaient assez pessimistes pour le mois de septembre avec des niveaux de fréquentation inférieurs aux précédents. L'enjeu est aujourd'hui d'utiliser les données nationales pour savoir comment d'autres territoires ont pu réagir. **L'échange d'expérience en réseau**, comme le fait l'association des DAC de Nouvelle-Aquitaine, est important dans ce contexte. La collectivité établit en ce moment des projections sur 2021.

POUR CONCLURE

En conclusion, les intervenants rappellent l'importance de **l'articulation entre le local et le national dans les observations**. Si les besoins locaux sont dans un premier temps de rester à l'échelle du territoire, dans un second temps il est nécessaire de « dézoomer » pour comparer avec les autres territoires et partager des enjeux communs. Inspiré de l'observation participative et partagée (OPP), le chantier d'observation régionale collective initiée par L'A. va se poursuivre dans les prochains mois et donnera lieu à des publications.